

social

# Les soignants crient leur colère devant l'hôpital

La journée de rentrée de la CGT, rejointe par Solidaire, la FSU et FO dans l'après-midi, a connu son épilogue devant l'entrée du centre hospitalier. Là, 400 personnes, de source syndicale comme policière, du personnel soignant des hôpitaux et des cliniques, mais aussi des Ehpad et des ASEI, dont 200 venus en cortège à pied depuis l'esplanade des Fontaines, ont « exigé une autre politique de santé ».

Visiblement émue, c'est Christelle Quris, secrétaire CGT du centre hospitalier, qui a pris la parole. « Nous sommes là pour hurler notre colère. C'est notre bien commun qu'on défend aujourd'hui. Le Covid a fait 29 000 morts en France, la sixième puissance mondiale. On est en colère face à un gouvernement hypocrite et manipulateur. Les hôpitaux n'ont pas eu les moyens de gérer cette crise et beaucoup d'entre nous ont donné leur vie pour en sauver d'autres. Aujourd'hui, nous refusons un retour à la normale. » Par la voix d'Agnès Seguela, FO santé a dénoncé les conditions de travail et notamment « les CDI remplacés parfois par des CDD qui courent sur six ans pour certains, indexés sur des grilles datant de 2015. Tous les établissements sont concernés par les surcharges de tra-



400 personnes ont manifesté hier après-midi devant le centre hospitalier. / Photo DDM, E.T.

vail et le manque d'effectif. » Et de demander la prime de 1 500 € pour l'ensemble des personnels, une augmentation des salaires de 300 €, un rattrapage de 18 % et une augmentation significative des effectifs. »

## « Virus capitaliste »

Secrétaire CGT de la clinique du Pont de Chaume, Fanny Fouques a, elle, demandé « une hausse des salaires de 22 %, une augmentation du SMIC, l'égalité entre femmes et hommes et 32 heures de travail sans pertes de salaire. ». Et de conclure, filant la métaphore macronienne.

« La guerre n'est pas finie, l'ennemi, c'est le virus capitaliste... » Il n'était pas 20 heures, mais ces discours ont été applaudis.

Un peu plus tôt dans la journée, les manifestants se sont d'abord rendus devant le commissariat de Montauban (*lire ci-contre*). Une heure après, la plupart du cortège a rejoint les grilles du conseil départemental de Tarn-et-Garonne, distantes de 1,5 km de l'hôtel de police, à pied. Là, les syndicalistes ont revendiqué leur attachement à la Maison du Peuple, le siège de l'Union départementale CGT et des autres syndicats, jusqu'à la crise de l'été

dernier et le bras de fer engagé en justice avec la municipalité de Montauban. « Le conseil départemental porte la responsabilité des locaux syndicaux dans le Tarn-et-Garonne », assurait Lina Desanti alors que les manifestants étaient encore en train de se rassembler. « Le département ne peut se passer de la Maison du Peuple ! », a continué la secrétaire départementale au micro. Défendons et sauvons notre maison ! » Une délégation syndicale devait être reçue à 11 h 30 auprès des services du conseil départemental sur ce dossier.

E.T avec F.D